



LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

Commission des finances du Sénat

Mercredi 5 juillet 2023

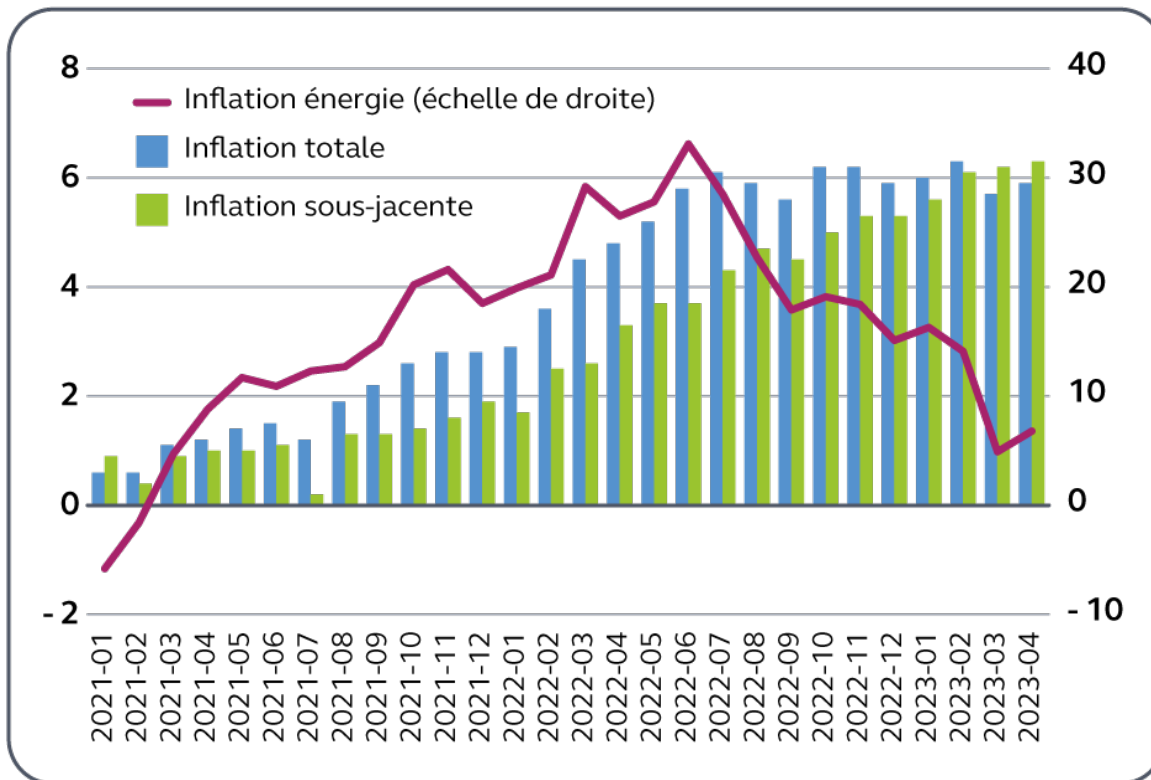


UN DÉFICIT TOUJOURS TRÈS ÉLEVÉ EN 2022



UNE ANNÉE 2022 MARQUÉE PAR UNE INFLATION ÉLEVÉE ET UN AFFAIBLISSEMENT DE LA CROISSANCE

Inflation totale, sous-jacente et énergétique (en %)



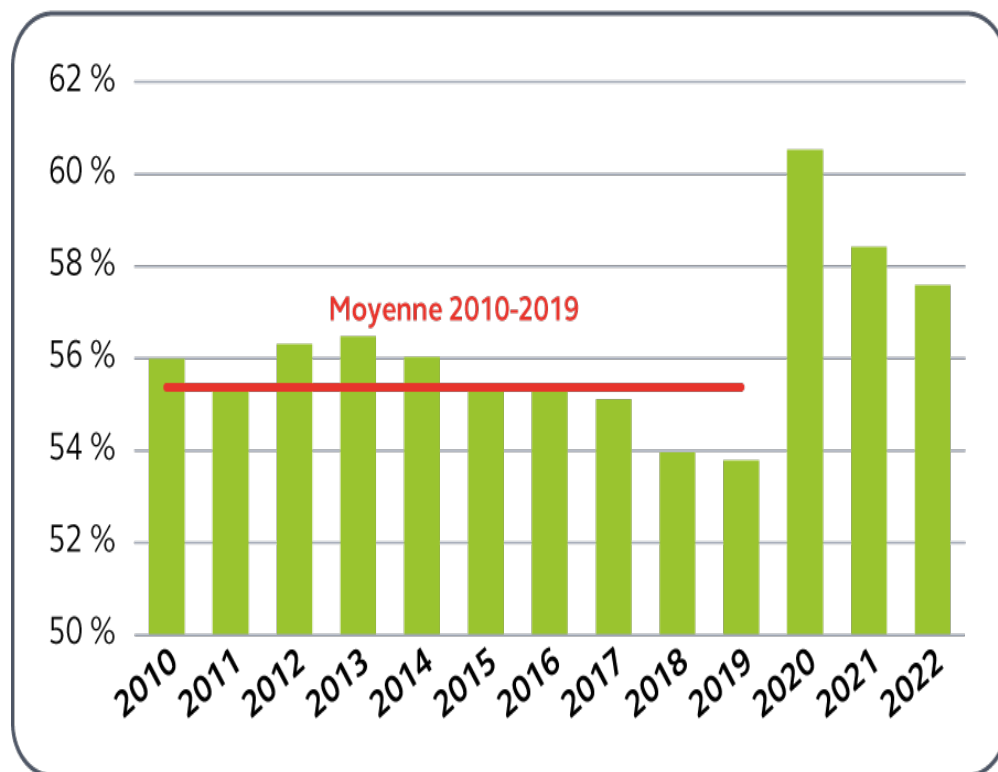
Après 1,6% en 2021, une inflation à 5,2% en 2022, plus haut niveau depuis le début des années 1980.

Une activité économique qui ralentit fortement à 2,5% en 2022, après 6,4% en 2021.



UN POIDS DE LA DÉPENSE PUBLIQUE SIGNIFICATIVEMENT PLUS ÉLEVÉ QU'AVANT CRISE

Part de la dépense publique dans le PIB
(en points de PIB)



En 2022, une dépense publique toujours près de deux points de PIB au dessus de son niveau d'avant-crise.

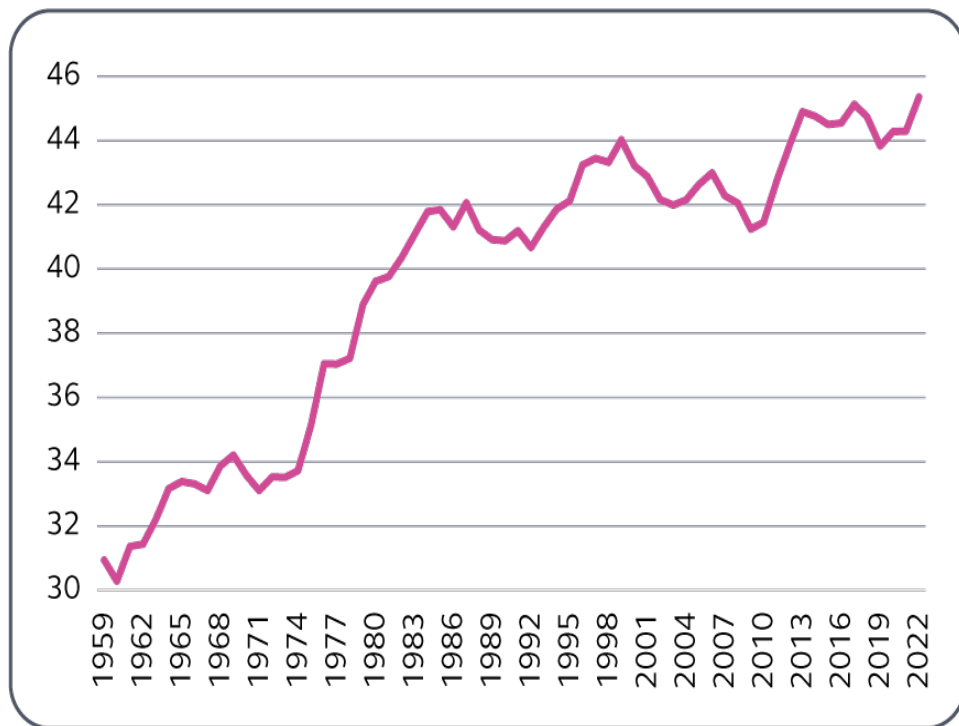
Pourtant, les mesures de soutien et de relance ont reculé de près de 50 Md€.

Les mesures mises en place pour faire face aux prix élevés de l'énergie ont atteint près de 24 Md€.



EN DÉPIT DE NOUVELLES BAISSSES D'IMPÔTS, UN TAUX DE PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES À SON PLUS HAUT NIVEAU

Évolution du taux de prélèvements obligatoires depuis 1959 (en points de PIB)



A 45,4 points de PIB en 2022, un taux de PO à son plus haut niveau historique.

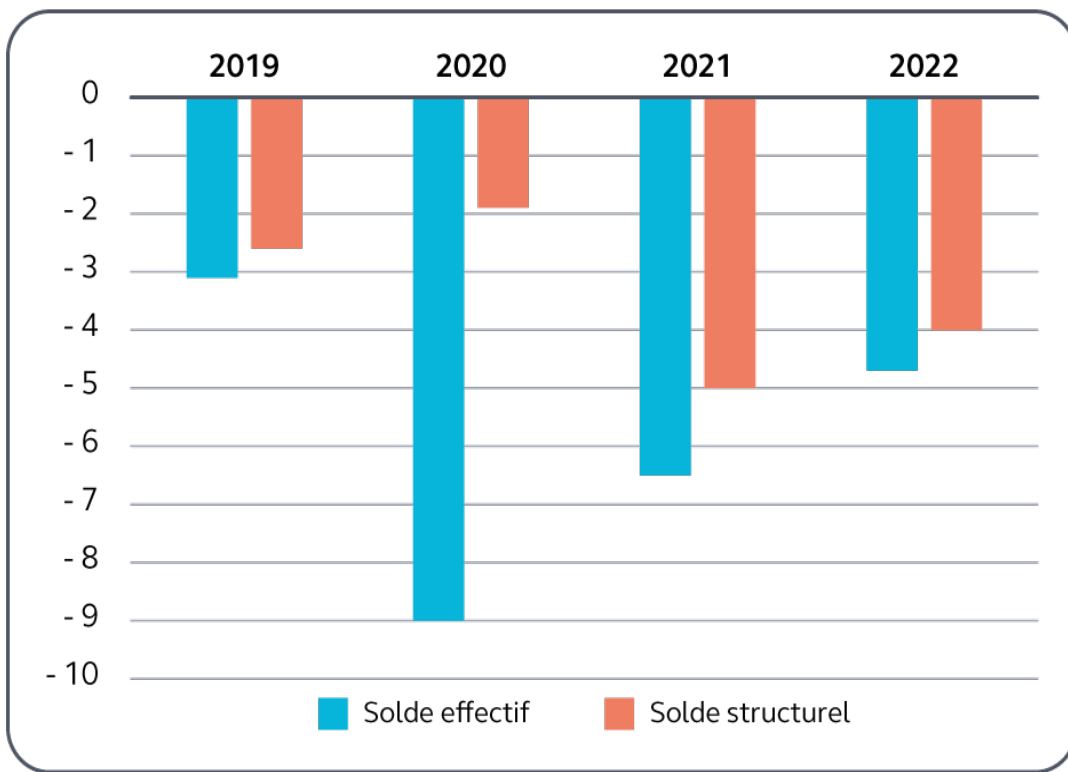
Pourtant, les baisses d'impôts s'élèvent à plus de 50 Md€ depuis 2017.

C'est le dynamisme spontané des PO, supérieur à la croissance économique, qui explique ce niveau.



UN DÉFICIT ÉLEVÉ, PRINCIPALEMENT DE NATURE STRUCTURELLE

Soldes effectif et structurel (en points de PIB)



Le déficit représente 4,7 points de PIB, dont 4 points de nature structurelle.

Le ratio de dette diminuerait très légèrement à 111,8 points de PIB.

Le montant de la dette demeurerait supérieur de 575 Md€ à celui d'avant crise.

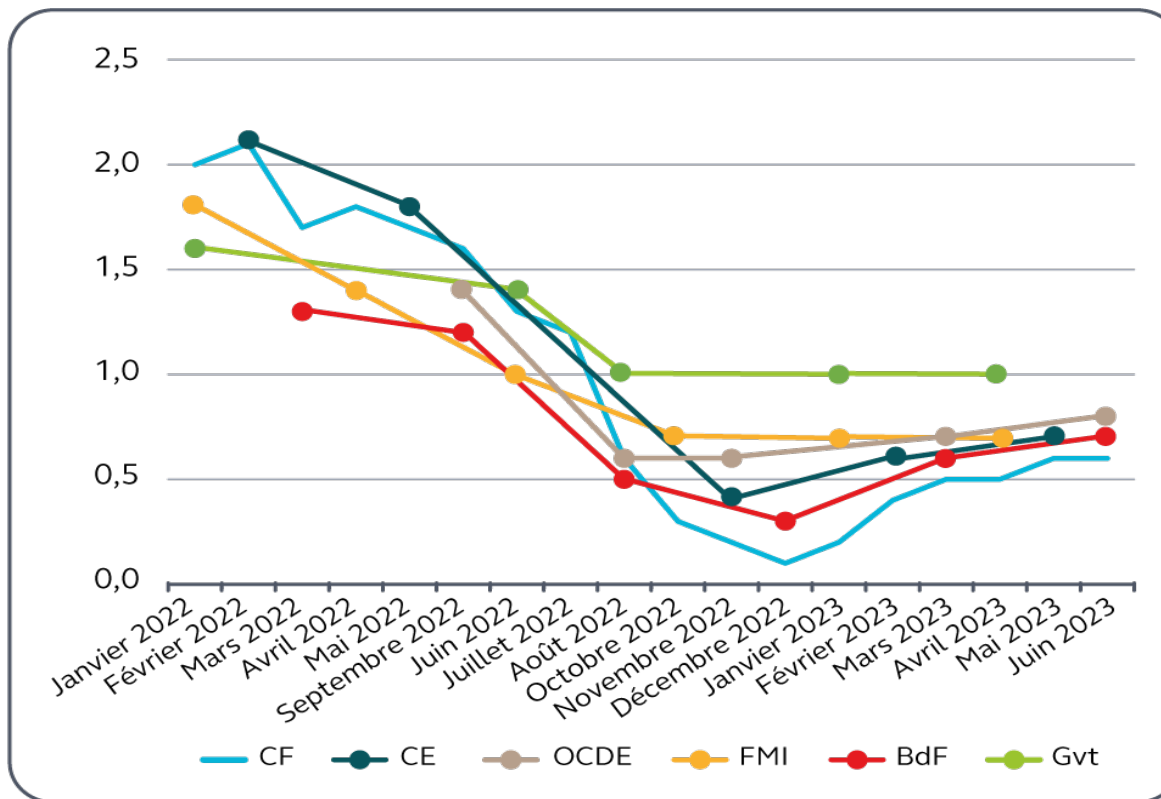


EN 2023, DES INCERTITUDES
ÉCONOMIQUES FORTES ET UN DÉFICIT
QUI REPARTIRAIT À LA HAUSSE



UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE QUI FAIBLIT ENCORE, UNE INFLATION TOUJOURS ÉLEVÉE

Prévisions de croissance pour 2023 (en %)



Le Gouvernement anticipe une croissance de 1% en 2023. |

L'inflation resterait élevée, à 4,9 % après 5,2 % en 2022

Les incertitudes sont importantes : prix de l'énergie, effet de la politique monétaire, tensions financières.



UNE DYNAMIQUE DES RECETTES EN NET FLÉCHISSEMENT PAR RAPPORT À L'ACTIVITÉ

Mesures nouvelles en prélèvements obligatoires en 2023 (en Md€)

	2023
Suppression de la taxe d'habitation	-2,8
Suppression de la CVAE	-4,1
Autres	1,0
Total prélèvements obligatoires hors abaissement TICFE, charges de SPE et contribution sur les producteurs d'électricité	-5,9
TICFE – bouclier tarifaire	-1,8
Traitement en recettes des gains sur les charges de SPE	-0,6
Contribution sur les rentes infra-marginales	3,1
Total prélèvements obligatoires hors CICE	-5,2

De nouvelles baisses d'impôt pour plus de 5 Md€, neutralisées par l'extinction du CICE

Une élasticité des PO inférieure à l'unité (0,7), en rupture par rapport aux 3 dernières années

En conséquence, un taux de PO qui se replierait de 1,1 point de PIB (de 45,4 à 44,3).



UN DÉFICIT QUI REPARTIRAIT À LA HAUSSE

Solde public (en point de PIB)

	2019	2020	2021	2022	2023
<u>Solde public</u>	-3,1	-9,0	-6,5	-4,7	-4,9
Dont solde conjoncturel	+0,5	-4,2	-1,3	-0,6	-0,8
Dont solde structurel	-2,6	-1,9	-5,0	-4,0	-4,0
Dont mesures ponctuelles et temporaires	-1,0	-2,9	-0,1	-0,1	-0,1

- Une dégradation du déficit uniquement due à sa partie conjoncturelle, le déficit structurel restant inchangé à 4 points de PIB.
- La stabilité du solde structurel recouvre des mouvements de sens opposés. Le nouveau repli des dépenses d'urgence et de relance et la baisse des charges d'intérêt sont compensés par les baisses discrétionnaires d'impôts (CVAE et dernière tranche de la TH) et une élasticité infra unitaire des PO.
- La dette resterait proche de 110 points de PIB.



RAMENER LE DÉFICIT À MOINS DE 3%
EN 2027 : UN OBJECTIF ATTEIGNABLE AU
PRIX D'UN EFFORT SUBSTANTIEL SUR
LA DÉPENSE PUBLIQUE



RAMENER LE DÉFICIT SOUS 3% ET METTRE LA DETTE SUR UNE TRAJECTOIRE DESCENDANTE D'ICI 2027

**Solde public, solde structurel, ajustement structurel et dette
(en point de PIB)**

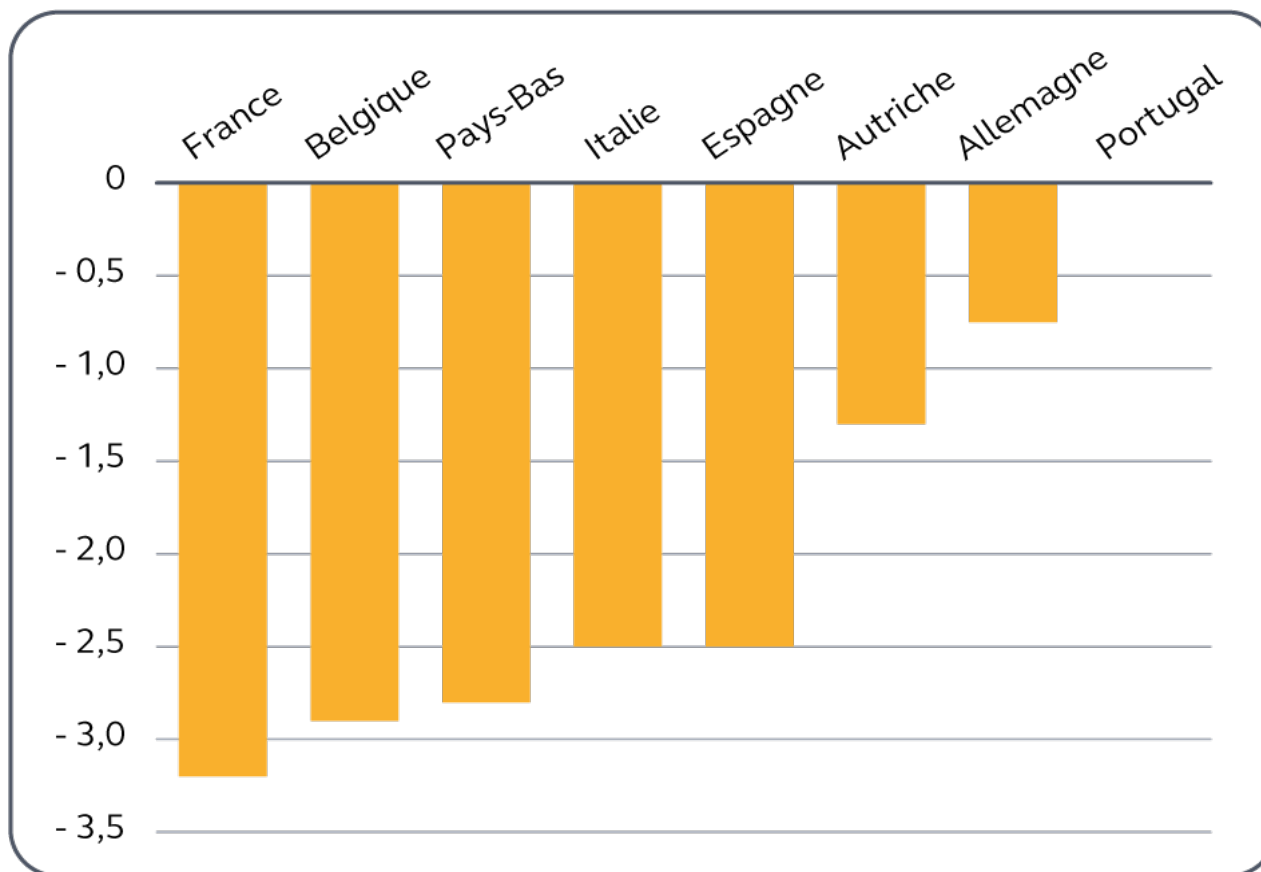
	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Solde public	- 4,7	- 4,9	- 4,4	- 3,7	- 3,2	- 2,7
Solde structurel	- 4,0	- 4,0	- 3,6	- 3,1	- 2,8	- 2,6
Ajustement structurel	+ 1,0	+ 0,0	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,2
Dettes publiques	111,8	109,6	109,5	109,4	109,2	108,3

- Dans la trajectoire du programme de stabilité, le déficit atteindrait 2,7 points de PIB en 2027 et la dette commencerait à refluer à partir de 2025.
- Pour tenir cette trajectoire, un ajustement structurel de 1,3 point de PIB est anticipé entre 2023 et 2027.
- L'autre partie de l'amélioration du déficit résulte de la disparition de la partie conjoncturelle du déficit



UNE TRAJECTOIRE MOINS AMBITIEUSE QUE NOS PARTENAIRES EUROPÉENS

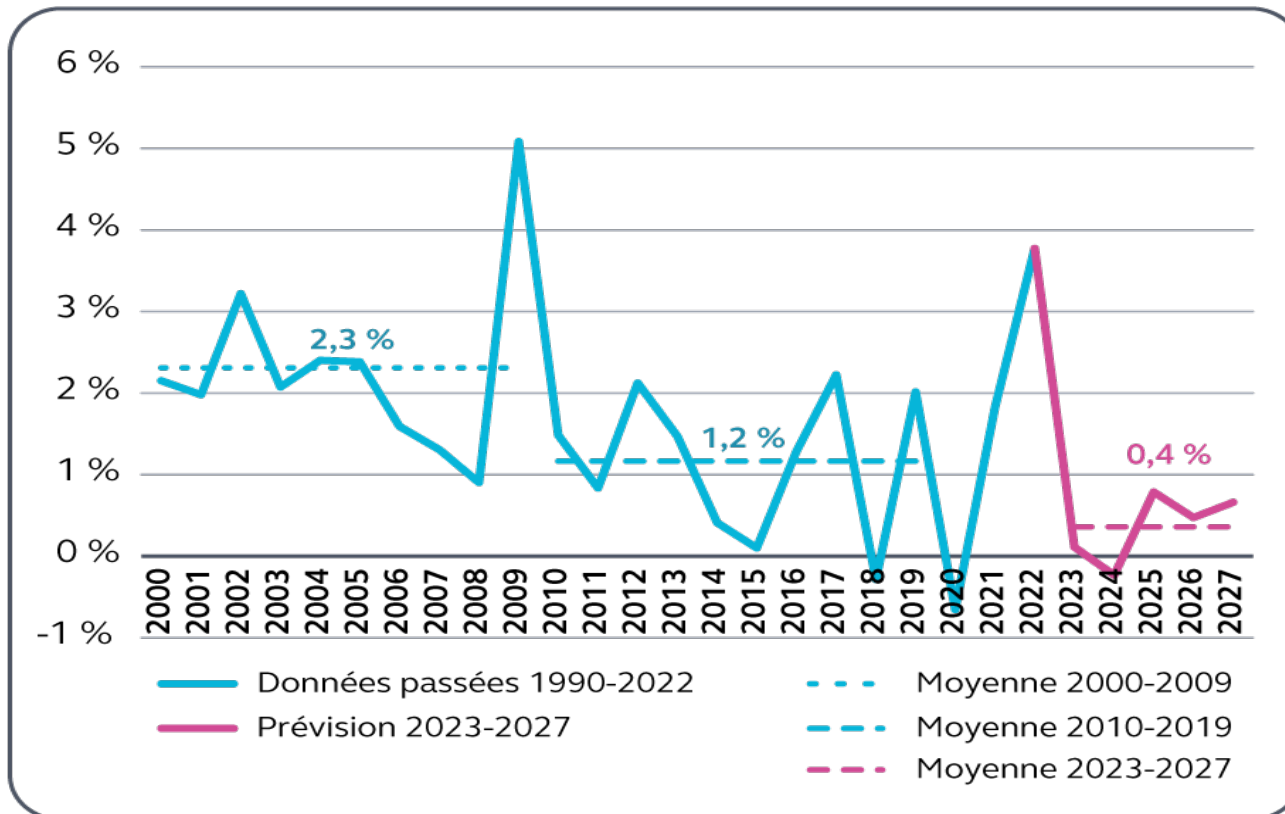
Soldes publics des différents pays de la zone euro en 2026 (en points du PIB)





DES HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES OPTIMISTES, UN OBJECTIF DE MAITRISE DE LA DÉPENSE INÉDIT

Croissance en volume de la dépense primaire hors soutien et relance (en %)





UNE INDISPENSABLE REVUE DES
DÉPENSES PUBLIQUES AU PÉRIMÈTRE
LARGE, AXÉE SUR LA QUALITÉ ET LES
RÉSULTATS



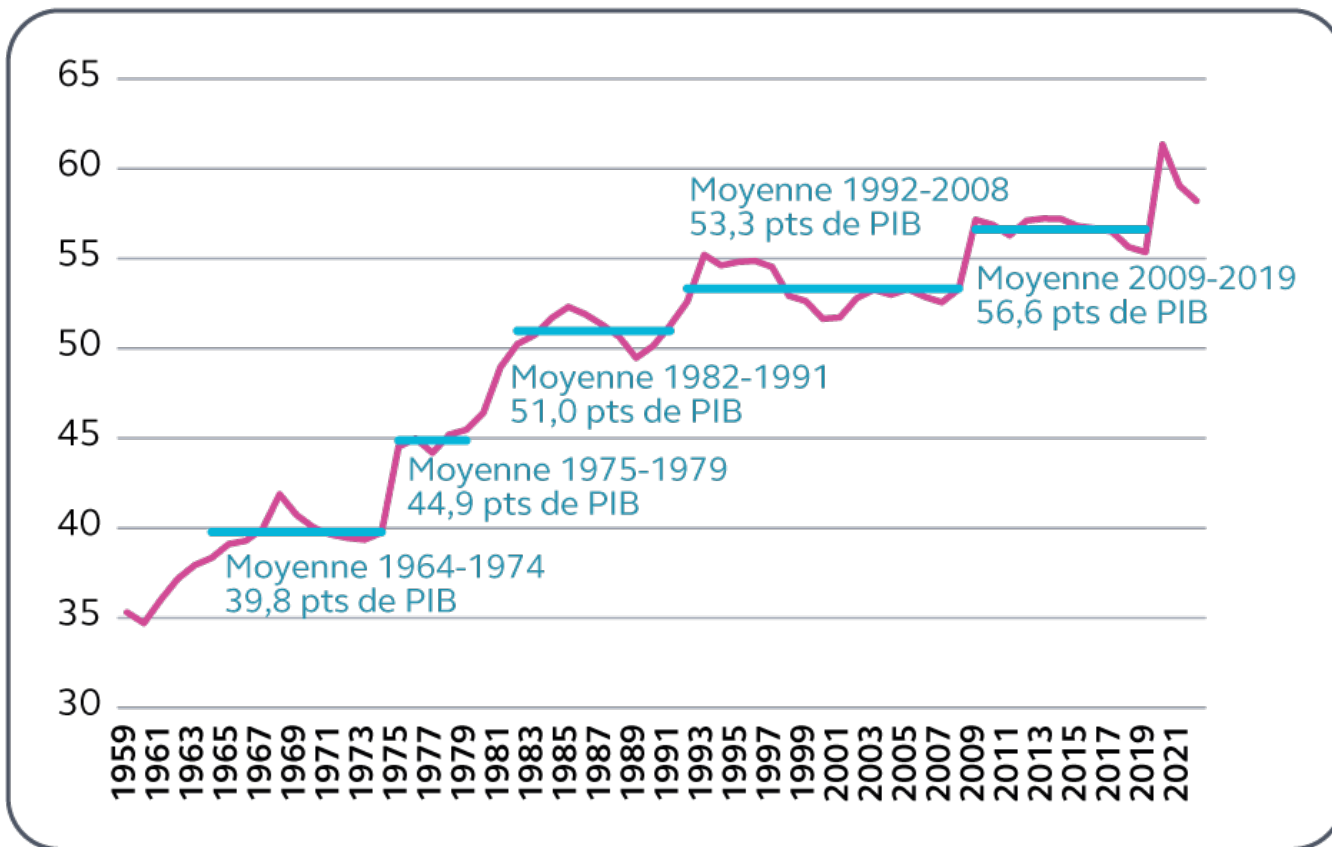
LA NÉCESSITÉ DE REVUES DE DÉPENSES AU CHAMP LARGE RESPONSABILISANT TOUS LES ACTEURS

Des revues de dépenses qui doivent porter sur tout le champ de la dépense publique sans exclusion a priori :

- Fonctionnement, intervention, investissement, dépenses fiscales
- Sécurité sociale
- Collectivités territoriales
- Opérateurs (avec la question de la participation de l'utilisateur)



LA SINGULARITÉ FRANÇAISE EN MATIÈRE DE DÉPENSE PUBLIQUE ENTRE 2000 ET 2022





UNE GRILLE D'ANALYSE DE LA « QUALITÉ » AUTOUR D'UNE VINGTAINÉ D'ITEMS

- **Aller au-delà des seuls concepts d'efficacité et d'efficience pour embrasser un grand nombre de caractéristiques que devrait avoir une « bonne » dépense ;**
- **Une grille qui peut s'appliquer – avec des nuances – à toutes les natures de dépense (intervention, fonctionnement, investissement) ;**
- **Trois orientations assumées : une gouvernance budgétaire plus moderne dans l'usage de la donnée, plus transparente et plus participative.**



MIEUX CONCEVOIR LES DÉPENSES PUBLIQUES

Conception

- Identification du problème à résoudre et de la valeur ajoutée d'une réponse publique
- Choix étayé du bon levier d'intervention publique (outil réglementaire, régulation sectorielle, dépense publique etc...)
- Existence d'objectifs clairs, hiérarchisés et quantifiés pour tout dispositif générant une dépense publique
- Cohérence avec d'autres outils publics préexistants
- Compatibilité avec d'autres politiques publiques, notamment l'impératif climatique
- Association des parties prenantes
- Qualité et exhaustivité des études d'impact et des évaluations préalables



UNE MISE EN ŒUVRE PLUS EFFICACE ET EFFICIENTE DES DÉPENSES PUBLIQUES

Déploiement

- Rapidité, simplicité, fluidité et traçabilité de la gestion des dépenses, de la décision au paiement
- Clarté et acceptabilité de l'allocation des moyens à leurs bénéficiaires finaux
- Rapport entre le coût et l'efficacité du dispositif ou de la dépense
- Existence d'un contrôle du paiement à bon droit et le cas échéant de dispositifs de lutte contre la fraude



EVALUER SYSTÉMATIQUEMENT LES DÉPENSES PUBLIQUES POUR MIEUX LES MAÎTRISER

Évaluation

- Efficacité et efficacité, relevant pour partie dans le cas de l'État du volet Performance des projets de lois de finances
- Existence d'une évaluation indépendante de la dépense obéissant à certaines normes et démarches de prise en compte de ses résultats et recommandations
- Bornage dans le temps, clauses de sortie ou de réversibilité, par exemple sous la forme de l'expérimentation préalable



LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

Commission des finances du Sénat

Mercredi 5 juillet 2023